

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

CROISSANCE : OBAMA A RAISON

C'est une sévère leçon d'économie que Barack Obama administre à l'Europe dans l'entretien que nous publions dans ces pages.

Un préalable toutefois, avant de la méditer. Accordé à la veille de la visite officielle du président du Conseil italien Matteo Renzi à Washington, l'entretien à *La Repubblica*, le quotidien auquel *Le Soir* est associé dans le cadre de l'alliance européenne de journaux Lena, relève clairement d'une lourde opération de soutien électoral du président américain au dirigeant italien. Celui-ci a convoqué un référendum sur la sup-

pression du Sénat, que nombre d'Italiens s'approprient à considérer comme un plébiscite pour ou contre Renzi lui-même. Le Premier ministre italien a beau être considéré par ses pairs européens comme léger, impulsif, brouillon

et démagogue, il n'empêche : la perspective de le voir tomber et l'Italie plonger dans le chaos politique fait suer d'effroi dans toutes les chancelleries. Y compris à Washington donc, où le sauvetage du soldat Renzi vaut visiblement un panégyrique qui le fait passer pour le Génie des Apennins et le seul leader visionnaire du continent.

La leçon d'économie de Barack Obama est implacable

Mais la leçon d'économie d'Obama, dans laquelle Renzi intervient comme l'avocat inlassable d'une politique d'investissement keyné-

sienne, est implacable. Il y a huit ans, la crise financière venant d'éclater, Barack Obama est entré à la Maison-Blanche avec un plan de relance d'urgence de 1.200 milliards de dollars (1.000 milliards d'euros), tandis que les économistes jugeaient les besoins à 2.900 milliards. Passé par la moulinette parlementaire, il a dû accepter d'abaisser son plan à 787 milliards. Un montant malgré tout historique.

En Europe, il a fallu attendre 2014 et la Commission Juncker pour entreprendre un effort coordonné de relance par l'investissement. On avait estimé le besoin à 1.000 milliards d'euros pour relancer la machine économique. Le plan

Juncker, pour lequel le nouveau président de la Commission n'avait pas réussi à obtenir de l'argent des Etats membres, a consisté à activer 300 milliards d'euros levés sur les marchés sur trois ans. On en est à ce jour à quelque 120 milliards mobilisés,

huit ans après la crise financière, contre 600 milliards de dollars d'argent public (compte déduit des réductions d'impôts) directement investis dans les infrastructures, la santé, l'énergie et les dépenses sociales par le gouvernement américain.

Le résultat : tandis qu'aux Etats-Unis la croissance a été dynamique dès 2010 jusqu'en 2015, créant des millions d'emplois, elle

a été nulle ou poussive en Europe. Ce qui permet légitimement au président américain, qui était en 2008 un total novice en gouvernement, de constater, pour le paraphraser, que l'austérité européenne a plombé sa croissance. Une sentence à juxtaposer à l'éternel charabia technocratique européen qui cherche à convaincre, selon les jours, que l'Europe a aussi son plan d'investissements ou qu'une vraie relance à l'américaine n'est pas possible dans le cadre de la discipline budgétaire européenne.